

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 105 - VENDREDI 13 MAI 2011

## LE MERLE MOQUEUR

Quelle Porscherie, déjà!

## AGENDA MILITANT

→ 17 Mai

Paris B. Borrits [L'autogestion contre la crise](#)

→ 20 Mai

Venelles [Pour une culture de la prévention dans le monde du travail](#)

→ 21-22 Mai

Le Havre [Contre-Sommet face aux G8 et G20](#)

→ 24-28 Mai

Toulouse [L'héritage, conte théâtral](#)

→ 28 Mai

- Villejuif [Premier bar de la Paix](#)  
- Angoulême [Action politique et artistique...](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Ecologie**

N.D. des Landes : [une dimension nationale](#)

→ **Initiatives politique**

Rencontre [fase-Front de gauche](#)

→ **A lire**

Dépendance, perte d'autonomie - [Affaire privée ou sécurité sociale ?](#)

## Le temps de la Justice n'est pas celui d'Obama

Pour conclure son discours annonçant l'élimination d'Oussama ben Laden, Barack Obama a affirmé : « *nous pouvons dire aux familles qui ont perdu des êtres chers à cause du terrorisme d'Al-Qaida: justice est faite* ».

Ainsi, ce que le Texan qui l'a précédé n'a pu réussir, était revendiqué par son successeur « démocrate ».

La Maison-Blanche n'aura lésiné ni sur les moyens ni les discours. Au risque de tomber dans l'ignoble.

Obama a « *autorisé une opération destinée à capturer Oussama ben Laden et à le présenter devant la justice* ». Mais ce dernier a été tué « *après un échange de coups de feu* ». Il aurait même, le fourbe, utilisé une femme comme « *bouclier humain* ». On apprendra finalement qu'il n'en fut rien et que Ben Laden n'était pas armé...

Les autorités états-uniennes ont vanté la débauche de moyens militaires mise en œuvre pour cette incursion dans un pays souverain. Au nom du « *droit d'autodéfense* » cher aux WASP américains, et d'un « *droit d'ingérence* » défendu naguère ici par l'inénarrable Kouchner, repris là-bas par les néo-conservateurs et mis en œuvre par une administration démocrate.

La cible de l'opération portait le nom du grand chef amérindien, Geronimo. C'est par le message « *Geronimo-EKIA* », contraction de « *Geronimo, Enemy Killed in Action* », que le commando a informé la Maison-Blanche de l'aboutissement de l'opération. Comme s'il devait être clair pour tous les métèques, sous toutes les latitudes, que rien n'arrête les commandos de l'Empire.

Ainsi, espère-t-on à Washington et ailleurs, seront passés sous silence les liens tissés par Ben Laden avec les services de renseignements pakistanais et la CIA au temps de la guerre contre « *l'empire du Mal* », menée en Afghanistan avec l'appui des pétrodollars saoudiens.

« *Nous sommes tous Américains* » avait titré Colombani au lendemain du 11 septembre 2001. Entendant Obama déclamer : « *Nous savons aussi que les pires images sont celles qui n'ont pas été vues par le monde entier : la chaise vide au dîner, les enfants qui ont dû grandir sans leur mère ou leur père, les parents qui ne pourront plus jamais tenir leurs enfants dans leurs bras...* », nous n'avions pas en tête que des visages états-uniens.

L'Histoire retiendra qu'en ce printemps 2011, les manifestants tunisiens, égyptiens, syriens, bahreïnites, yéménites... ont plus fait contre l'intégrisme, le terrorisme et pour la justice que les commandos du 2 mai.

● GILLES BOITTE

Entretien Pierre Zarka

# Libérer le communisme de la tutelle du pouvoir d'Etat

Entretien avec Pierre Zarka à propos de son nouveau livre *Oser la vraie rupture – Gauche année zéro* (aux éditions Belfont).

## Quel est le point de départ de l'écriture du livre ?

Partout en Europe et au-delà des luttes surgissent, une mise en cause du capitalisme grandit dans des proportions nouvelles... et ce dernier continue à dominer. Comment expliquer ce paradoxe autrement que par le poids des échecs du XX<sup>e</sup> siècle ? Et si, plutôt que de renoncer ou de se lamenter, les échecs nous permettaient de tirer des leçons. Echec de quoi exactement ? Qu'est-ce qui a coïncé, non pas dans la volonté d'émancipation, mais dans la manière de faire et même de concevoir ? Poser cette question est le moyen de ne pas considérer ces échecs comme vains, inutiles. Quand tout marche, on ne se pose pas de question, hélas ; c'est après le choc provoqué par l'échec, quand on s'en remet, que les interrogations peuvent se libérer et dégager des pistes jusqu'alors inexploitées.

## Quels sont les atouts et les vulnérabilités du capitalisme, que tu évoques d'entrée dans ton livre ?

Le capitalisme ne se réduit pas à un système économique, il est une manière d'exister. Nous en faisons partie. Il ne s'agit pas dans ces propos d'auto-flagellation. Même s'il n'y a pas de rapports mécaniques, toute la pensée est empreinte des modes de représentations du

moment historique que l'on vit. L'individu est dépossédé des moyens essentiels de se diriger dans la vie et dans ses rapports avec les autres. Il est enserré dans une socialisation qui le conduit à abdiquer ses prérogatives pour tisser toutes sortes de liens fondés sur une dépendance non dite, ouvrant la voie à des représentations qui incluent comme allant de soi l'impuissance devant de multiples phénomènes de la vie. Mais cela se fait sans brutalité. Il est même nécessaire que les individus y trouvent partiellement leur compte ou qu'ils aient le sentiment que tout vient d'eux-mêmes.

Les vulnérabilités : le capitalisme se trouve face aux effets des transformations auxquelles il a contribué. Les mutations du travail, l'injection de la part de connaissances et d'esprit d'initiative qu'il exige aiguissent des contradictions. L'émergence de l'individuation, la prolongation de la scolarité, la nécessaire part de créativité, de liberté d'initiative et le besoin de démocratie que cela entraîne provoquent l'usure de ses modes de commandements. La mondialité accroît le sentiment d'appartenance à une espèce humaine unique. Tout cela nourrit une nouvelle « auto-évaluation de soi » et de ses besoins.

De plus, l'individu ne vit pas que de pain. Il éprouve le besoin de faire de sa vie quelque chose d'exceptionnel ; on peut

parler de désir. Que le capitalisme se cache derrière « la nature des choses », cela constitue pour lui à la fois un atout et une faiblesse. Il y a dans nos sociétés, historiquement, une fusion originelle entre la loi et le meneur. Le même positionnement qui lui permet de se réfugier derrière l'ordre social l'empêche d'être porteur d'un idéal collectif. L'usure du personnel politique depuis la disparition de De Gaulle le conduit à invoquer « la fin des idéologies » ; puis l'entreprise, si vantée durant les années quatre-vingt, est devenue un lieu de cauchemar avec plus d'un suicide par jour en France. La prédation des actionnaires est plus discernable et donc a fortiori leur inutilité. Cela les rend de plus en plus étrangers au nécessaire.

**Le mot « Révolution » nous arrive en « mauvais état », écris-tu. Et on pourrait dire la même chose du mot « communisme ». Pourquoi alors les partisans de l'émancipation devraient-ils les reprendre à leur compte ?**

J'évoquais les luttes populaires qui s'étendent et ne débouchent pas. Quel sens donner à ces luttes sans pouvoir désigner une direction à prendre ? Je ne crois pas que par un heureux hasard, la somme des luttes fera l'affaire. Ensuite, « communisme » a deux sources : ●●●

●●● la plus connue est l'idée de mise en commun ; mais depuis un mouvement de tisserands anglais du XIV<sup>e</sup> Siècle existe l'idée de « gens du commun ». Le mot communisme peut porter ce double sens : je lutte pour moi et, ce faisant, je participe à quelque chose qui me dépasse qui porte l'émancipation de mes pairs. Voilà une forme de socialisation formidable. Alors que fait-on du poids du passé ? Faut-il au nom de la critique faire comme s'il n'avait rien été ? Le communisme a été durant le XIX<sup>e</sup> siècle l'émergence de l'idée d'émancipation et durant le XX<sup>e</sup>, s'il s'est englué dans l'étatisme par obsession du passage au réel, il a mis en mouvement des millions d'hommes et de femmes sur la planète. Autant la part dominante du communisme organisé (dont je suis issu) s'est dramatiquement aveuglée, autant il serait dommageable de faire comme si rien aujourd'hui ne pouvait donner un sens historique aux colères et aux luttes.

**Tu critiques « l'institutionnalisation » au sein (en particulier) de l'Etat, qui brime le politique. Quelle est l'alternative ?**

D'abord, j'insiste sur le fait que le communisme n'avait jusque là trouvé que la voie qui l'englué dans l'appareil d'Etat. Et pourtant Marx met en garde contre ce danger en précisant que le prolétariat n'a rien à espérer de la conquête de l'Etat tel qu'il est en voulant le mettre à son service. Plus largement, nous vivons sur le modèle républicain - dont certains à la gauche du PS se réclament encore alors qu'en 1789 le fameux Sieyès annonce ce qui va engendrer une culture délégataire : le peuple, dit-il, n'a aucune existence politique par lui-même, il ne peut s'exprimer qu'à travers sa représentation nationale. Et lors de la restauration ce thème est repris par Guizot comme moyen « d'empêcher une seconde révolution ». On ne peut pas être plus clair. Nous avons peut-être oublié que ce modèle est celui d'une classe qui aspire à

se substituer aux dominants pour dominer à son tour. De là découle la dissociation politique / société civile, social et politique. Or toute la vie politique, les partis - leur extériorité au regard du mouvement populaire, leur discipline - sont conçus sur ce mode. Se considérant comme les seuls détenteurs de LA Vérité, ils se sont substitués - comme l'Etat - à l'objectif visé. C'est cela qui a échoué, aussi bien en URSS, qu'en France.

Le problème est donc de penser l'alternative au capitalisme en terme de mouvement. Je veux dire dans le récit que nous-mêmes construisons. Voilà toute notre structure mentale bousculée : il n'est pas facile de concevoir que l'on ne

**Le mot communisme peut porter ce double sens : je lutte pour moi et, ce faisant, je participe à quelque chose qui me dépasse qui porte l'émancipation de mes pairs. Voilà une forme de socialisation formidable.**

peut s'identifier qu'à quelque chose qui est et n'est pas encore à la fois ; quelque chose qui à la fois est bien de nous et qui nous file continuellement entre les doigts. Il s'agit bien d'un ensemble d'idées et de pratiques fondées sur ce mode de penser qui dessine une cohérence : l'émancipation de chacun(e) comme condition de l'émancipation de tou(te)s, l'arrachement à toute entrave venue de l'organisation de la société. Il s'agit de la mise en adéquation de la société avec ses aspirations. Pas seulement celles qui visent à avoir mais qui visent à agir avec les autres, à tisser des rapports égalitaires à travers cet effort. But et chemins se confondent. Pour qu'il y ait mouvement, il faut qu'il y ait une projection de soi,

une posture de déséquilibre, un jaillissement « vers ». J'évoque dans le livre la place de l'incertitude. Il n'y a pas de mouvement sans élan, sans se projeter au-delà de ce que l'on connaît déjà. Le désir est toujours

au-delà du besoin. Il n'y a de désir que s'il y a une ligne de fuite qui fait de lui une projection entre le déjà connu et quelque chose qui nous affronte à une situation encore inconnue et même à une part inconnue de nous même. Et c'est au cours du mouvement que l'on se change soi-même. J'ai pris l'exemple de Rosa Parks, cette femme noire américaine qui refusa de céder sa place réservée en principe à un blanc dans un bus à Montgomery, en Alabama. De victime elle se transforme en détonateur pour le mouvement noir américain. Ou l'exemple de salariés qui demeurent des ouvriers et des techniciens et en même temps deviennent gestionnaires de leur entreprise. C'est ce que nous a apporté à tous le mouvement féministe : on vise l'émancipation et on commence à s'émanciper dès notre engagement vers ce but.

**Selon toi, la délégation de pouvoir rend « possible le glissement entre représentation et substitution ». Faut-il en finir avec toute délégation de pouvoir ou en inventer de nouvelles formes ?**

Il n'y a même pas glissement, dès le départ, je l'ai dit en citant Sieyès et Guizot, il y a substitution. Voter pour un représentant signifie qu'on désigne celui auquel il faudra obéir. Etrange « démo-cratie ». Qu'il s'agisse de partis ou de syndicats, cela ne change rien. Je pense qu'il ●●●



●●● y a mouvement émancipateur s'il se fixe comme mode de fonctionnement d'arracher tout de suite des « prérogatives » jusqu'à présent monopoles d'Etat. C'est-à-dire, si le centre de gravité du pouvoir glisse continuellement vers le mouvement qui, de ce fait, devient lieu de pouvoirs. Je recourus souvent à la notion « élu partenaire ». J'entends bien que l'on n'ira pas tous à l'Assemblée nationale ou que l'on ne sera pas tous en permanence mobilisés. Mais je conçois le rôle de l'élu comme participant lui-même au mouvement qui va, devant chaque question, définir son mandat, après un travail avec lui. Vote-t-on pour celui ou celle qui a le plus de chance d'être élu(e) quitte à ne pas voter selon ses convictions ? Ou votera-t-on pour celle ou celui qui nous aide à acquérir le plus de pouvoirs ?

De même, je considère que le rôle d'une organisation politique n'est pas de faire à la place des intéressés, mais comme je ne crois pas à la spontanéité, il est de favoriser le travail et l'action que ce déplacement implique. Il est « d'instruire » ce travail, comme un juge d'instruction instruit une enquête menée avec d'autres. On m'oppose souvent que l'on ne peut s'improviser médecin ou architecte, c'est vrai, mais ici il ne s'agit pas de métier mais de citoyenneté et de révolution.

### **Du désir à la conscience et l'action collective, de Marx à Freud, comment travailler ensemble les aspects politiques et la dimension psychologique ?**

Des camarades m'ont fait remarquer que l'on parlait du rôle de la personne, sans jamais recourir aux travaux de Freud et cela peut conduire à des contresens redoutables. Par exemple, on oublie la part de désir et le rôle du manque qui lui est lié. Du coup, on croit bien faire en élaborant un programme le plus complet possible et sans le vouloir on tue le manque nécessaire à tout engagement. Nous avons besoin de mesurer que toute formation collective peut entretenir des ambivalences. Le modèle étatique que je dénonçais ne s'est pas imposé uniquement à partir de menées de dominants. Il a bien fallu que son existence corres-

ponde à des éléments profondément enfouis dans tout le corps social. On ne saurait donc oublier tout ce qui compose une individualité. Peut-on alors parler de société sans interroger des caractéristiques d'ordre psychanalytique et particulièrement les rapports au pouvoir ? Dernier exemple : en voulant dégager la révolution de l'image du sang versé et du stalinisme, on croit bien faire en cultivant l'empathie. La psychanalyse nous dit qu'il n'y a pas de nouveau groupe formé sans colère et sans arrachement à la normalité, sans antagonisme. Ici, Freud et Marx se rencontrent.

**Il est nécessaire de s'affranchir de tout rapport d'exploitation et de domination, de toute tutelle du pouvoir d'Etat. Disant cela, je ne nie pas la nécessité d'un lieu de mutualisation et de mise en cohérence de la société, je plaide pour « désétatiser » nos concepts**

**Tu proposes de définir la démocratie comme « pouvoir de soi » et le communisme comme un « mouvement incessant » d'appropriation des pouvoirs par la société. Peut-on en définitive assimiler les deux mots ?**

Il n'y a de démocratie que pour au minimum, changer quelque chose à l'état des lieux. Sinon à quoi bon ? Dès lors deux notions s'entrecroisent et sont étroitement solidaires. Qui est le sujet du verbe agir ? Et vers quoi ? Si l'on refuse la mise en extériorité de la politique à l'égard des individus, la question est de dégager un « pour soi » qui socialise, qui conduit à un nouvel universalisme. Après Marx, Hannah Arendt, puis Foucault disent de manières différentes mais convergentes qu'il n'y a pas de classe constituée sans le « pour soi ». Ce pouvoir de soi est à la

fois une pratique et déjà la conscience de ses propres rôles et pouvoirs. Le communisme, lui, va au-delà d'une pratique. Il est mouvement incessant. Il est comme l'horizon : la satisfaction de nos désirs n'est jamais atteinte, mais le mouvement nous fait « voir du pays ». Il donne le sens, la direction à prendre. Aujourd'hui, il est nécessaire de s'affranchir de tout rapport d'exploitation et de domination, de toute tutelle du pouvoir d'Etat. Disant cela, je ne nie pas la nécessité d'un lieu de mutualisation et de mise en cohérence de la société, je plaide pour « désétatiser » nos concepts. J'en reviens à la notion de mouvement et à la nécessité de s'arracher à la normalité actuelle. L'effort que cela suppose est nourri par un engagement concret, ancré dans l'actuel. De ce fait, l'actuel n'est pas rabougri ; il devient l'ancrage qui nous permet de nous investir à la fois pour chacun d'entre nous et pour le devenir de l'espèce humaine.

● **ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GILLES ALFONSI**

Cerises est édité  
par les CommunistesUnitaires  
[contact.cerises@gmail.fr](mailto:contact.cerises@gmail.fr)

Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant



# Pas de fausses bonnes idées de l'union de la gauche mais jouer sur le dynamisme du changement politique

**C**oup sur coup 2 appels publics proposent la discussion publique d'un programme commun de toute la gauche, écologistes compris, ainsi qu'une procédure commune pour une primaire pour désigner un(e) candidat(e) unique de toute la gauche au premier tour.

Pour autant, ces 2 appels, même s'ils font des propositions communes ne sont pas dans la même logique.

L'appel « éviter un nouveau 21 avril en 2012 » vise clairement, dans une conception présidentialisante, à créer une « majorité d'idées » qui serait la base des primaires. Cette majorité ne semble pas devoir s'ouvrir au « vote protestataire » qui serait exclu de cette « confédération des partis de gauche ». Il s'agit là de mettre toute la gauche à la remorque du candidat du parti dominant. Aucune réponse n'est donnée à celles et ceux qui, dans l'électorat de gauche, ont fait de l'abstention un choix politique et social de refus d'une certaine gauche.

Différent est le second qui place comme priorité le combat contre le danger FN : l'appel des primaires pour toute la gauche inclut la gauche de la gauche dans la production d'une réponse commune « sociale et politique » aux « causes sociales » du vote FN.

Dans ce nouveau pacte de front populaire, les signataires préconisent les « débats communs » et la « primaire commune » sur les programmes, sur les candidatures de telle ou tel. Cette démarche ne nous apparaît pas suffisante faute d'affirmer clairement une option contre le présidentialisme. Nous avons déjà connu un tel processus d'élabora-

tion commune qui s'est fracassé sur les candidatures.

Quel bilan de cet épisode ? Quelles leçons, quelles propositions pour éviter la répétition mortifère d'une issue de division ? Ce d'autant plus que nous avons un élargissement à un parti très largement dominant et qui fait montre de son hégémonisme.

Une telle proposition ne prend pas en compte la crise de la représentation politique partisane et risque d'apparaître comme un compromis politicien, gommant les propositions les plus radicales et les excluant du débat public des présidentielles. Au moment où la demande de changement se renforce, une telle alliance électorale risque de renforcer le FN et la droite qui proposent, eux, 2 options politiques.

En l'état actuel de la coupure entre politique et social (ou sociétal), en l'état actuel du rapport de forces largement en faveur du PS, il est difficile d'imaginer qu'une telle perspective puissent rallier ceux qui sont actifs dans les luttes et qui dans le même temps « fuient ou contestent la politique » par l'abstention et/ou le repli sur le terrain.

Pour beaucoup de celles et ceux-là, le PS n'est pas un espoir de changement réel. Le ralliement de la gauche de gauche à une nouvelle forme de gauche plurielle suffira-t-il pour faire bouger celles et ceux qui se sont détournés de la gauche ? Evidemment non.

En fait, cette fausse bonne idée d'union de la gauche ne peut intéresser que ceux qui sont déjà électeurs et sont encore intéressés par la politique. C'est manifestement insuffisant par rapport aux enjeux. C'est reprendre l'idée que c'est la seule

division « arithmétique » de la gauche qui a fait le 21 avril et non l'incapacité de la gauche à mobiliser (à représenter) les classes populaires et la totalité de la « base sociologique » de la gauche.

Nous proposons une autre voie, celle de jouer sur le dynamisme du changement politique.

D'une part faire exister un front des forces de transformation sociales, écologiques et politiques qui porte des exigences de rupture avec le système capitaliste, qui fasse entrer dans le débat public les propositions radicales qui émergent des luttes.

D'autre part débattre publiquement à égalité avec le PS et ses alliés de la déconstruction concrète du sarkozysme et du néolibéralisme : ceci consiste à la fois à faire la liste des lois que nous avons combattues en commun et qu'il faut abroger (LOPSI, loi sur les retraites, HPST...) et des propositions alternatives qui répondent à la précarité, à la pauvreté, aux inégalités et aux discriminations...

Plus qu'un candidat commun désigné « entre nous » dans le microcosme des responsables politiques, ce débat public entre 2 forces, 2 conceptions de la gauche qui existent pourrait créer une dynamique contre la droite et le FN. Pour les présidentielles, certes, mais aussi pour les législatives - dont curieusement aucun des 2 appels ne parlent - alors que, même dans cette constitution que nous remettons en cause, elles sont fondamentales pour l'avenir du pays.

● **ETIENNE ADAM**, membre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique

# Un aéroport de la démesure à N.D. des Landes (Nantes)

## Un choix de société, développement productiviste ou soutenable ?

### Un projet du passé

Depuis 40 ans, le site de Notre Dame des Landes (NDL) est l'objet d'un fantasmagorique aménagement qui vise à transférer l'aéroport existant dans la banlieue de Nantes, Nantes-Atlantique (N-A), sur un site situé à 30 km au nord de Nantes. Successivement justifié par l'apparition du Concorde dans les années 60, au titre de 3ème aéroport dans les années 90, puis pour faire face à la saturation prévisible de N-A lors du débat public en 2002, brièvement au titre de la sécurité lors de l'enquête publique en 2006, enfin à l'orée des années 2010, il permettrait d'une part d'urbaniser le sud de Nantes et d'autre part à l'Airbus A380 de déployer ses ailes de géant. Ce projet toujours différé, s'inscrit dans une claire continuité de développement du toujours plus, d'une croissance qui caractérise la période qui suit la seconde guerre mondiale, avec l'augmentation de l'emploi de l'énergie "magique" du pétrole et les prétentions d'une "croissance" exponentielle. Au fond, c'est un projet d'une période "innocente" du productivisme triomphant, qui s'inscrivait dans la croyance d'un monde illimité.

Or, notre monde est bien celui de la finitude, des ressources limitées, de l'impact négatif de la "croissance" capitaliste, d'autant plus négatif qu'elle est inégale entre ceux qui ont trop et ceux qui n'ont pas assez, que ce soit à l'échelle du monde, que ce soit à l'échelle nationale.

Un monde qui doit donc se poser le problème de savoir ce qui doit croître et décroître pour assurer la transition entre ce monde mal développé et inégal et un monde qui doit mieux répartir ses richesses, les préserver et limiter drastiquement le réchauffement climatique et tous ses dérèglements. Ce projet va même à l'encontre des conclusions du Grenelle de l'environnement concernant la non augmentation des capacités aéroportuaires, des preuves à appor-

ter de la nécessité de décisions impactant l'environnement, de l'augmentation de la part modale non routier non aérien en matière de fret.

**Antonio Gramsci** nous disait que quand le vieux monde tarde à disparaître et que le nouveau tarde à naître, certains "monstres" peuvent apparaître. Ce projet est un de ces "monstres", il prend de la richesse, pour la mettre au service d'une croissance, **mais quelle croissance ?**

Il faut en finir avec le dieu statistique du Produit Intérieur Brut (PIB), qui impose la politique local, celle du pays ou celle d'un continent, seul baromètre du FMI. Se voir dicter des choix de vie pour exploiter des vieux filons politiques qui nous mènent à détruire notre bien commun au profit de pouvoirs locaux corollaires de profits financiers confisqués : ça suffit !

### Un projet surdimensionné.

L'aéroport actuel a accueilli 1 million de passagers en 1990, 2 millions en 2000, 3 millions en 2010. Les concepteurs du projet tablent sur 9 millions en 2050.

La croissance imaginée du nombre de passagers est d'abord basée sur l'expansion de l'usage de l'avion pour le tourisme et les vacances et du low-cost. Ce serait prendre le risque d'un impact environnemental encore plus important du transport aérien (actuellement 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre), alors que tout doit être fait pour le diviser selon les travaux du GIEC avec l'accord des pays rassemblés à Kyoto, à Cancun. Nous pensons au contraire qu'il faut limiter le développement du transport aérien, voyageur et fret, surtout celui de nos pays développés, abandonner le court-courrier (moins de 1000 km) au profit du rail, et transférer ainsi sur le TGV les 13% de passagers de la liaison Nantes-Paris. Les transports internationaux doivent

se faire d'abord par le « hub » parisien, secondairement par l'usage du réseau d'aéroports existants. En matière de bruit, il est possible d'améliorer l'existant, en remplaçant la piste nord-sud qui fait survoler le centre de Nantes par 50% des avions qui atterrissent, par une piste est-ouest.

Le projet est également basé sur des hypothèses dépassées, un pétrole à 30 \$/baril alors qu'il est à plus de 110 aujourd'hui, à 145 en 2009 et à combien dans quelques années? D'autant plus que, scandale, le kérosène est largement subventionné puisque très peu taxé au contraire de l'essence et du fuel, ce que nous réclamons qu'il soit.

Renoncer à l'aéroport NDL, ce serait aussi abandonner le grignotage des terres qui supporte l'agriculture paysanne et la biodiversité, grignotage qui a déjà artificialisé 16% des terres de ce département (Loire-Atlantique). Quand on détruit des terres agricoles, on détruit des emplois durables, on défigure l'environnement, on sacrifie les liens sociaux, on fait décroître la qualité de vie.

Quand à l'argument de l'emploi, il est clair qu'une économie basée sur une consommation d'énergie fossile bien plus modeste, une amélioration de l'efficacité de l'énergie utilisée et le développement des énergies renouvelables procurera bien plus d'emplois que cette économie productiviste. De plus, les emplois créés le temps de ces travaux ne sont pas durables, et les emplois annoncés seront principalement des transferts de ceux existant sur l'aéroport Nantes-Atlantique.

### Troupes en campagne

Le PS du député-maire de Nantes, Jean Marc Ayrault, est en tête de bataille, emmenant nombre d'élus locaux socialistes, les opposants dans les instances ●●●



●●● socialistes ayant été réduits au silence, mais aussi nombre d'élus communistes, le PCF étant divisé sur la question. Les amis de la majorité présidentielle, UMP, Nouveau Centre, sont soulagés de ce que l' « environnement, ça commence à bien faire » selon la fameuse phrase de leur chef.

Cet affrontement met à jour des choix politiques qui bouleversent la donne et qui devrait amener à repenser ce qu'est la richesse, le mieux vivre ensemble et donc la finalité de la Politique.

Les opposants, citoyens, militants associatifs et politiques, élus, font parti du mouvement de la rue, ils veulent compter. Ce combat fait partie d'une révolution démocratique citoyenne, nécessaire et que nous espérons en marche, nous avons appris à compter autrement pour mesurer le progrès de l'humanité et le bien être des femmes et des hommes.

Nous nous battons comme nos "anciens" et nous-même l'avons fait sur le Larzac. Nous pouvons gagner !

**Soyons nombreux au rassemblement national de résistance au projet d'aéroport les 8, 9 et 10 juillet 2011 à Notre Dame des Landes (44)**

<http://ete-2011-resistance-ndl.blogspot.com/p/ils-nous-soutiennent.html>

Soyez nombreux à signer sur ce Blog l'appel contre ce projet.

● **PIERRE GINESTE** et **GILLES MONSILLON**, Militants Alter Ekolo / FASE

## COCKTAIL

### Consultation interne des Communistes unitaires

- Lors de sa coordination nationale de début avril, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) a adopté un texte d'orientation qui décline ses conceptions et propositions concernant la dynamique politique que nous souhaitons. Outre sa participation à la FASE, l'ACU s'est exprimée sur ce sujet, notamment à travers la publication *Altercommunistes*, différents textes et déclarations. Le collectif d'animation de l'ACU organise du 11 mai au 2 juin une consultation interne des communistes unitaires pour déterminer la position de l'ACU en tant que composante de la FASE concernant le rapport au Front de gauche et au NPA. Les questions posées sont identiques à celles soumises aux membres de la FASE. Le document qui lance cette consultation, est diffusé aux communistes unitaires et disponible sur le site de l'ACU.



**Tous les jeudis en bref, mais dense :** Vous n'avez peut-être pas une radio sous la main le jeudi de 8h45 à 8h48, mais par contre l'envie d'attaquer la journée avec plaisir et ... des arguments. Donc soit en direct, soit en différé, écoutez les billets de Clémentine Autain :

concis, documentés, toujours féministes, im/pertinents sans verser dans la polémique, bref de [la politique autrement](#), sur ou lisez-les sur [le blog de Clémentine](#)

**Dépêche AJAP - 13 mai 2011 - 15h10** - Les modalités de la mise à mort de Ben Laden ont rapidement fait des émules. On apprend qu'un commando irakien vient d'abattre George Bush à son ranch et son corps jeté dans le Golfe du Mexique selon les rites chrétiens. Bush était responsable de l'invasion de l'Irak causant des milliers de morts et des millions de réfugiés. Des foules en liesse ont célébré l'événement dans plusieurs villes irakiennes. Les Américains sont sommés de s'expliquer sur le fait que George Bush résidait

tranquillement dans un ranch connu de tous sur leur territoire. Par ailleurs, les forces spéciales cubaines ont descendu à son domicile à Miami le célèbre terroriste Orlando Bosch, responsable de l'explosion d'un avion de ligne cubain. La Havane a célébré la mise à mort de cet éminent terroriste, soulagée que justice soit enfin rendue. © *Julien Alapetite*

### FRANÇOISE SÈVE N'EST PLUS

Avec Lucien Sève, elle a tissé une vie riche pour eux-mêmes et les autres. Elle nous quitte. A beaucoup d'entre nous, elle aura permis, grâce à ses traductions du russe, de découvrir Vygotski dont l'apport à la psychologie, la linguistique, l'esthétique est essentiel. Communiste, elle a été membre du PCF, qu'elle a quitté en restant attachée au combat communiste. A notre ami Lucien, ses fils et petites-filles, nous disons toute notre affectueuse sympathie.

**Le collectif d'animation de l'Association des communistes unitaires.**



**En prison, en Israël,** depuis **2 253** jours, plus de six ans. Agir avec [le comité de soutien à Salah Hamouri](#)

## À chacun son mythe errant. Ah, ah.

J'ai un ami socialiste. Si ! Un vrai, militant, et tout ce qui s'en suit. Cette amitié indéfectible désole ceux de mes amis qui sont au NPA, mais bon. Il avait 6 ans en 1981. Aussi, le François Mitterrand du Congrès d'Épinay (1971) parlant d'opérer une « rupture avec le capitalisme » est pour lui un personnage de livre d'histoires. Et le François Mitterrand du 10 mai 1981 fut un président de gauche élu... par ses parents. Et qui a manqué de souffle réformateur et révolutionnaire (sic) durant son 2<sup>e</sup> septennat. Dans cette histoire, mon ami a retenu que les socialistes avaient un « chef », qui planait sur le PS, et avait réalisé l'unité, maître-mot. UNITE. En 2011, qui ne s'en réclame pas ? Qui ne se déclare pas « unitaire » ? Pour faire quoi cependant... Corriger un ou deux excès du capitalisme ? Remplacer ce système en deux coups de cuiller à pot ?

Au PS aujourd'hui, tout ne plait pas à mon copain socialiste, loin de là. C'est qu'il en connaît des roses et des pas mûres... Ce que parfois il me raconte, l'effare. Et l'amuse aussi. Il faut bien vivre. Mon ami n'est pas allé au PS pour un projet (aux contours d'ailleurs très flous...), comme l'avaient fait ses parents, mais parce que la droite, revenue au pouvoir en 1995, attaquait des acquis sociaux et réduisait les subventions aux associations d'éducation populaire. La droite, il sait ce qu'elle vaut. Et les mitterrandolâtres devenus sarkophilés aussi. La gauche, il l'idéalise. Ceci dit, chacun a ses monuments. Chez les communistes, on se plaisait à dire : « À chacun son Aragon. » Chez les socialistes, c'est plutôt « À chacun, mon Mitterrand »....

Ah ! François Mitterrand...

Bien entendu, chacun peut s'exercer au jeu des « plus » et des « moins » sur l'homme du 10 mai 1981. Le positif : l'abolition de la peine de mort, à rebours de l'opinion ; des acquis sociaux (5<sup>e</sup> semaine de congés, retraite à 60 ans...), des nationalisations (qui auraient mérité d'être démocratiques), une politique de grands travaux. Le négatif : la « rigueur » dès 1982, le chômage et la précarité qui s'étendent, le capital qui reprend la main, la guerre du Golfe. Mais jamais un nom comme celui de l'ancien Président de la République n'aura autant mérité d'être coupé en deux, jusqu'à donner ce calembour : « mythe errant. » Une légende qui en ferait presque oublier l'opposition guerrière de François Mitterrand à l'indépendance de l'Algérie. Son refus d'annulation, comme Garde des Sceaux, des nombreuses sentences de mort

contre des militants de la lutte pour l'indépendance algérienne et condamnés de manière expéditive (1). Son amitié douteuse avec René Bousquet, ancien chef de la Police de Vichy... Un peu lourd pour un héros.

François Mitterrand a réussi le tour de force d'être un héros et un anti héros à la fois. D'avoir deux familles, dont une cachée pendant des années, à son enterrement. Il n'y a guère qu'en France... Il fut la dénonciation du présidentielisme dans *Le coup d'Etat permanent*, et l'incarnation du monarche républicain une fois au pouvoir. Il fut celui qui embobina tout le monde, socialistes compris. Avec une certaine classe, une culture, une détermination, une envergure stratégique, n'en déplaise à ses détracteurs de gauche comme de droite... Il fut l'homme d'un choix pour changer la société : celui de la social-démocratie (à l'ancienne) contre le léninisme (à la française). Avec le soutien des communistes, aile marchante du socialisme. Le socialisme, « une idée qui fait son chemin », disait une beau slogan du candidat François

Mitterrand en 1974. Une voie comme celle de l'eurocommunisme ayant été tuée dans l'œuf par ses promoteurs, le chemin était tracé.

La victoire du 10 mai 1981 est célébrée 30 ans plus tard. Cette victoire fut alors celle d'un espoir formidable de changement pour la France. Celle de 20 ans de luttes politiques des « anciens », pour réussir à s'entendre au sein de la gauche sur le « quoi faire ? » et « comment le faire ? » Plusieurs décennies plus tard, toutes géné-

rations confondues, nous sommes face à la même question. En 2011, la résoudre-nous de la même manière ? Sans tenir compte des impasses sociales- démocrates et de l'échec du communisme historique ? Sans prendre ensemble la question sociale et la question écologique ? En faisant abstraction de la mondialisation des solutions ? Sans remettre en cause la délégation de pouvoir ?

Mon ami socialiste possède chez lui des affiches du PS et du candidat François Mitterrand. Celles de 1988, de 1981 et de 1974. « *La seule idée de la droite, garder le pouvoir. Mon premier projet, vous le rendre.* » disait François Mitterrand dès 1974. On peut toujours reprocher à François Mitterrand de ne pas avoir rendu le pouvoir au peuple. Mais le mieux ne serait-il pas que le peuple se donne du pouvoir, ainsi que des outils pour qu'on ne le lui confisque pas ? Dans le combat pour une société post-capitaliste, n'est-ce pas là notre tâche principale ?

● PHILIPPE STIERLIN



(1) Notre Guerre d'Algérie, Le nouvel Observateur, 21-27 octobre 2010, N°2398, p. 22.